

La crise sanitaire une opportunité pour faire plus d'économies dans l'Immobilier

Montreuil, le 5/05/2021

La CGT dénonce des projets immobiliers qui sacrifient l'humain...

La CGT dénonce un énième projet de pure logique financière consistant à regrouper les salariés dans des grands complexes immobiliers situés dans les grandes agglomérations et souvent très mal situés. L'objectif est bien de faire des économies par la réduction de 309 000 m² en passant de 2,2 à 1,725 Million de m² de sites tertiaires d'ici 2023.

Sans tenir compte des alertes CGT sur le mal être des salariés dans un contexte aggravant, la direction poursuit tous ses plans Schémas Directeur Immobilier au pas de charge et sans aucune modification.

La crise sanitaire, quel bon prétexte.....

La direction utilise tous les prétextes possibles pour justifier ses orientations en s'appuyant notamment sur des études effectuées dans cette situation pandémique si particulière, autant dire sur des études biaisées ! Les salariés réclameraient le partage de leurs positions de travail et auraient une appétence pour le télétravail.

Pour Orange, l'humain passe après les économies...

La direction frôle la démagogie en nous expliquant que les salariés réclament le partage de leurs positions de travail et ont de l'appétence pour le télétravail en la dissociant du contexte de crise sanitaire exceptionnel et du rallongement des trajets domicile-travail, comme en Île-de France. Ce qui est clair, c'est que la direction y trouve une caution à sa logique de réduction des coûts, au détriment d'un réel bien être des salariés.

Sans cela, la direction ne s'appuierait pas sur la crise pour développer le flex-office pourtant tant décrié et les bureaux partagés avec la disparition des espaces personnels.

Sans cela, la direction ne prônerait pas l'amélioration de la qualité de vie au travail, le bien-être au travail et un travail collaboratif tout en faisant fi des derniers rapports des médecins du travail et de nos nombreuses alertes CGT, qui faisaient état d'open-space et flex-desk déshumanisant, de pertes de liens sociaux, d'un mal être grandissant qui était déjà présent avant la crise sanitaire Covid-19.

Sans cela, pour le bien être des salariés, la direction ne rejeterait pas les recommandations selon la norme Afnor

NF X 35-102 d'un un espace minimum de travail de 10 m² par personne et de 15 m² par personne dans un espace bruyant, contrainte qu'elle reconnaît au demeurant, pour adopter 7m² aujourd'hui.

Pour couronner le tout, Orange nous explique également que les salariés devront s'approprier leurs espaces de travail de manière collective tout en cassant les collectifs de travail, en poussant à l'individualisme, et en ajoutant contraintes sur contraintes aux salariés.

La réduction des coûts et les avantages pour la direction et les contraintes et la galère pour les salariés...

Pour la CGT, ce n'est pas aux salariés de supporter autant de contraintes au quotidien : déshumanisation avec le tout flex-desk tant décrié, la perte des bureaux dédiés, des positions de travail impersonnelles, la difficulté d'accès, les temps de trajets aggravés, l'explosion de l'équilibre vie privée - vie professionnelle, les bruits ambiants insupportables, la casse des collectifs de travail.

Bien consciente des enjeux, la direction réfléchit déjà aux solutions palliatives que sont le télétravail et le corpoworking afin d'atténuer au mieux les fortes contraintes qui vont peser sur le personnel. Nous constatons que la volonté de proposer aux salariés de travailler en proximité ne se traduit pas dans les faits ! Et ce ne sont pas les quelques positions de corpoworking disséminées sur tout le territoire qui vont permettre de compenser les nombreuses carences.

La CGT refuse que dans les orientations de l'immobilier, l'humain devient une marchandise faisant partie de l'immobilier...

Toutes les excuses ne suffiront pas pour justifier un tel traitement des salariés dans le seul but de poursuivre la réduction des coûts par celles des m² ! La direction nous donne comme arguments la vétusté de nombreux bâtiments, et leur sous-occupation. Rien d'étonnant avec la politique de l'emploi que poursuit Orange depuis de nombreuses années.

Pour la CGT, la direction doit cesser sa gestion purement financière de ses projets.

A l'instar des orientations immobilières de ce PSDI, Orange doit revoir urgemment l'ensemble de ses projets Pour mettre au cœur de ceux-ci L'humain et le bien-être au travail.

La CGT réclame

- l'arrêt de tous les projets tant que durera la crise sanitaire,
- l'application de l'accord sur les grands projets immobilier pour les nombreux projets de campus sur l'ensemble du territoire,
- des recrutements massifs et la réinternalisation des activités, seuls garantis pour assurer le maintien de nos sites,
- la réelle prise en compte de la qualité de vie au travail et le bien-être au travail des salariés, avec des positions de travail individuelles et spacieuses, et des temps de trajet non rallongés par les choix économiques de l'entreprise.

**La CGT APPELLE
TOUS LES SALARIÉS
À SE MOBILISER
POUR S'OPPOSER
A CES PROJETS IMMOBILIERS**

Bulletin de contact et de syndicalisation CGT

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
[Facultatif] Téléphones → (perso)	→ pro
Grade/Classification	Métier
Service/Bureau (nom et adresse)	